

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Avec une réputation de sécurité dans une région instable, les Emirats arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite sont devenus des destinations de choix pour les pays souhaitant s'installer dans la région. Dans le domaine de la finance notamment, les liens entre la Suisse et Dubaï sont légion, mais de nombreuses autres sociétés ont choisi d'implanter des sites dans ces pays pour superviser leurs activités dans la région. La guerre menée en Iran par les Etats-Unis et Israël, et les ripostes de Téhéran ont considérablement entamé cette stabilité.

Le groupe zurichois Dormakaba, qui dispose d'un site d'assemblage et de bureaux en Arabie saoudite et aux EAU, indique que ceux-ci n'ont pas été touchés par la guerre pour le moment et qu'aucun employé n'a eu besoin d'être rapatrié. Le spécialiste des accès sécurisés compte 210 employés dans la région. «Les mesures de précaution varient d'un site à l'autre. Notre personnel est invité à rester sur place et à travailler à domicile. De plus, tous les déplacements à destination et en provenance de la région ont été suspendus avec effet immédiat», précise le groupe.

Les différentes sociétés approchées par *Le Temps* indiquent surveiller de près la situation et apporter un soutien à leurs employés et partenaires dans ces pays en faisant de la sécurité leur priorité absolue, sans donner davantage de détails. «Nous avons mis en place des mesures de précaution conformément à nos protocoles internes. En règle générale, nous ne divulguons pas de détails concernant nos mesures de sécurité ni sur nos employés affectés à des sites spécifiques», souligne le groupe saint-gallois Bühler, spécialisé dans la fabrication d'équipements industriels.

95 opérations de rapatriement réalisées

Pour être épaulées dans la gestion de cette crise, les entreprises peuvent se tourner vers des acteurs spécialisés dans l'évaluation des risques et l'assistance comme International SOS. Le groupe international, qui emploie 13 000 personnes à travers le monde, dispose d'une antenne à Genève. Présent depuis quarante ans, il a commencé par accompagner des ONG et des organisations internationales mais s'est rapidement diversifié à destination des multinationales et des PME. «Une de leurs spécificités en Suisse, c'est qu'elles exportent beaucoup et ont l'habitude de travailler dans des pays exposés aux risques», détaille Cédric Fraissinet, directeur général pour l'Europe centrale.

Si International SOS ne donne aucun nom, sa clientèle compte «des entreprises de toute taille, beaucoup de PME mais aussi 80% du SMI», des ONG, des agences des Nations unies, de grandes universités suisses, des écoles hôtelières, etc. «Dans le cadre de cette crise, nous accompagnons 160 entités appartenant à cet écosystème», précise Cédric Fraissinet.

Le groupe propose différents services: une analyse en temps réel des risques sécuritaires et sanitaires, des formations pour limiter l'exposition aux risques



Un avion s'apprête à atterrir à l'aéroport international de Dubaï, alors qu'un réservoir de carburant à proximité est en feu à la suite d'une attaque de drones. (16 MARS 2026/AFP)

Partir ou rester, le dilemme des entreprises suisses

GUERRE AU MOYEN-ORIENT Victimes collatérales du conflit, les pays du Golfe étaient devenus la destination privilégiée des entreprises souhaitant s'implanter dans la région. Si quelques évacuations ont eu lieu, les sociétés helvétiques restent dans l'attente

des employés, ainsi qu'un standard pour répondre à leurs questions mais aussi apporter un soutien psychologique. «Nous recevons 3 millions d'appels par an, et pour cette crise, spécifiquement, nous en avons traité plus de 3500 en dix jours», indique Cédric Fraissinet.

Enfin, le groupe fournit également des opérations de rapatriement. «Depuis quinze jours, nous avons réalisé un peu plus de 1150 évacuations dont 95 concernaient nos clients suisses», détaille Cédric Fraissinet. L'essentiel des personnes évacuées venaient des EAU et ont été acheminées par la

route vers Oman et son aéroport international, puisque l'espace aérien du pays reste ouvert. De là, ces expatriés ont emprunté soit des vols commerciaux, soit des vols charters avec des avions gros-porteurs affrétés par International SOS.

«Depuis le début de la crise, notre travail a surtout consisté à évacuer des voyageurs d'affaires, mais aussi beaucoup de techniciens en déplacement pour le compte d'entreprises suisses, poursuit-il. Beaucoup d'entreprises sont actives dans l'industrie des machines-outils et envoient des techniciens sur

place pour le bon fonctionnement de certains équipements.»

Pas de recommandations d'évacuation

Malgré la dégradation de la situation, International SOS ne préconise pas l'évacuation aux EAU, en Arabie saoudite ou encore à Oman. «Pour le moment, l'Iran et le Yémen sont les seuls pays où nous recommandons une évacuation du personnel dans la région, mais cela date d'avant le début de cette guerre. Nous conseillons aussi l'évacuation du personnel non essentiel en Israël, au Liban, en Irak et en Syrie»,

énumère Cédric Fraissinet. Mais en fonction de la sensibilité des entreprises, celles-ci peuvent prendre des décisions plus drastiques.

Ces recommandations s'appuient sur différents critères, notamment le niveau de risque sécuritaire et de violence des attaques, mais également la question de la logistique. «On peut recommander une évacuation non pas parce que le niveau de risque est élevé, mais parce que la possibilité de quitter le pays risque d'être compromise», relève le directeur pour l'Europe centrale. Troisième élément, l'évolu-

tion à plus long terme et le risque d'une nouvelle dégradation de la situation. «Nous donnons à nos clients des points d'escalade à surveiller. Par exemple, si les pays de la région devenaient parties prenantes du conflit, s'ils déclaraient l'état d'urgence, si les frontières étaient fermées, etc.»

«Un retrait n'est pas une décision que les entreprises vont prendre à la va-vite»

SUHAIL EL OBEID, CONSEILLER POUR LE MOYEN-ORIENT POUR S-GE

Pour le moment, estime Cédric Fraissinet, les entreprises sont dans une phase d'évaluation et d'adaptation de leur fonctionnement. Cependant, si la crise devait s'aggraver, la situation pourrait devenir extrêmement compliquée, souligne-t-il: «Les sociétés dans la région emploient surtout des collaborateurs expatriés et peu de locaux. Si elles décidaient d'évacuer massivement, on parlerait de dizaines de milliers de personnes.»

Des implantations repoussées

Selon Suhail El Obeid, conseiller pour le Moyen-Orient pour Switzerland Global Enterprise (S-GE, organisation officielle chargée de la promotion des exportations et de la place économique), la majorité des entreprises sur place ne paniquent pas et espèrent toujours un retour rapide à la normale. Après plus de deux semaines de conflits, une nouvelle phase s'ouvre. «Durant les premiers jours, il y a eu une période de choc, tout le monde a été très surpris. Les entreprises commencent à comprendre que la situation pourrait se prolonger plusieurs semaines encore voire plusieurs mois, et commencent à planifier l'avenir», relève-t-il.

En fonction des secteurs, l'impact de la crise et les réactions diffèrent, souligne-t-il. «Les sociétés actives dans le domaine du tourisme sont très directement affectées, notamment avec les recommandations à ne plus voyager dans la région. Certains hôtels par exemple ont déjà réduit leurs effectifs, mais cela coïncide aussi avec la fin de la haute saison qui correspond à la saison hivernale.»

Le secteur financier est lui aussi très concerné, les EAU ayant acquis une réputation de lieu sûr pour le secteur. Pour autant, le conseiller chez S-GE ne voit pas les entreprises se retirer de la région pour autant: «S'implanter demande beaucoup d'efforts et d'investissements. Un retrait n'est pas une décision que les entreprises vont prendre à la va-vite.» A plus long terme, en fonction de l'évolution de la situation, l'image des pays de la région pourrait se retrouver écornée.

Certaines entreprises qui prévoient d'entrer sur ces marchés repoussent en revanche leurs projets, relève Suhail El Obeid. «Les potentiels partenaires sur place ont d'autres problèmes à régler dans l'immédiat. Par ailleurs, une implantation réussie demande de pouvoir se rendre sur place, ce qui n'est pas possible dans la situation actuelle.» ■

CONJONCTURE

La croissance devrait être morose en Suisse cette année

La guerre en Iran a poussé les prix de l'énergie en nette hausse et a accru encore les incertitudes conjoncturelles. Dans ce contexte, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) et le Centre d'études conjoncturelles de l'EPFZ (KOF) ont revu hier à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'économie suisse en 2026.

Le Seco et le KOF tablent pour cette année sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,0%, hors grands événements sportifs, en révision à la baisse après 1,1% dans les estimations précédentes, selon les prévisions publiées hier. Le chiffre est inférieur au taux de croissance annuel moyen de l'économie suisse qui est de 1,8%. A titre de comparaison, la Banque nationale suisse

prévoit pour cette année une progression du PIB de 1,0%, BAK Economics de 0,9% et UBS de 1,3%.

Prix des hydrocarbures en cause

En cause, la guerre au Moyen-Orient qui a entraîné, depuis fin février, une hausse des prix du pétrole et du gaz naturel à l'échelle internationale. Le marché reste actuellement très volatil. Une autre conséquence attendue est une inflation plus importante que prévu cette année. Pour le Seco, le renchérissement devrait augmenter à 0,4%, contre 0,2% en décembre. Pour le KOF, il devrait passer de 0,3% à 0,6%.

Une dynamique des dépenses de consommation privée un peu plus faible est égale-

ment escomptée. Parallèlement, la timide croissance de la demande mondiale et le franc fort ralentissent les secteurs exposés de l'industrie des exportations suisses, ce qui freine l'activité d'investissement.

Cette évolution économique se reflétera sur le marché du travail. Selon le Seco, le taux de chômage devrait grimper à 3,0% en 2026 et ne devrait redescendre à une moyenne de 2,8% qu'en 2027. Le KOF est plus pessimiste: le taux de chômage atteindrait 3,1% en 2027, soit 0,1 point de pourcentage de plus.

Toutes ces prévisions restent entourées d'une forte incertitude commerciale et géopolitique. Les risques conjoncturels persistent en raison du conflit iranien. ■ AWP